

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

AVIS.

Nous avons pris des mesures pour que le journal soit régulièrement distribué le dimanche matin, de 6 heures à 8 heures.

Tout abonné qui ne recevra pas exactement son numéro avant 9 heures, est instamment prié de nous adresser une réclamation.

Les marchands trouveront des dépôts du *Travail affranchi* aux bureaux du journal :

Rue Coquillière, 15, rue Notre-Dame-des-Victoires, 16.

On s'abonne : pour les départements, en envoyant un mandat sur la poste, franc de port, à l'adresse de l'administrateur.

SOMMAIRE : Le 24 février. — Prime au papier monnaie. — Affranchissement du travail (suite), opération des banques. — Semaine parlementaire. — Equilibre de population Malthus (suite). — Proposition de M. Alcan sur les brevets d'invention. — Variétés : Locomotion aérienne. Petits théâtres. — Feuilleton : Histoire des armes.

LE 24 FÉVRIER.

C'est une date immortelle que la main du peuple victorieux a écrite l'an passé, en étincelants caractères, dans les fastes de l'humanité. C'est la date de la scission solennelle du vieux monde avec le nouveau, c'est l'ère de la démocratie et de la réhabilitation du travail.

Les rois dont les trônes sombrent sous le vent de la colère des peuples, les puissances qui s'écroulent sous l'explosion des nationalités qu'elles tenaient asservies, les privilégiés de la fainéantise et de l'usure, les usurpateurs dont les titres de jouissance autrefois proclamés légitimes sont aujourd'hui argués de faux, ont le droit de maudire le jour néfaste; mais que le prolétaire le salue et le bénisse comme l'ère de la délivrance.

Car la lutte n'est plus comme en 89, entre le roi, le clergé, et la noblesse d'une part, et la bourgeoisie, de l'autre. La lutte est désormais entre le Privilège, quel qu'il soit, et le Droit absolu, entre le travail et la fainéantise — et il est d'ordre providentiel et fatal que le Travail sorte de cette lutte, glorifié et émancipé. Le vent et le courant du siècle, Dieu et la raison sont pour lui.

Qui retarderait plus longtemps la glorification et le triomphe du travail? Où sont ses ennemis?

Ses ennemis! nous avons vu le plus ardent de tous, l'orateur le mieux inspiré du vieil esprit de la Ligue, en être réduit naguère à appeler la peur du diable au secours des fainéants menacés. Oublieux des idées de son époque comme des intérêts de sa patrie, l'ultramontain fougueux n'a pas encore pu se mettre en tête, que la peur du diable était morte depuis des temps infinis au cœur de la population de la France, et que la foi aux dogmes de contrainte s'en est échappée avec elle. Que peut redouter la cause des travailleurs des anathèmes et des anachronismes de ce convulsionnaire attardé?

Nous comptons encore parmi les âmes damnées du privilège, parmi les insulteurs de la démocratie, ce pédagogue orgueilleux que le peuple de Paris a chassé, il y a un an, de sa ville, et qui, à peine échappé du naufrage, pour

nous servir de l'heureuse expression d'un écrivain conservateur, *monte sur un débris pour faire la leçon à la tempête*.... Puis cet autre historien, sans principe ni foi, encenseur de tous les succès, le même qui acheta autrefois le corps de la duchesse de Berry à un juif, et qui s'est allié depuis avec les légitimistes; un ex-mangeur de jésuites, qui s'est fait capucin sur la fin de ses jours, afin qu'il ne fût pas dit que son cynisme eût jamais reculé devant une apostasie!... Enfin, ce forcené matamore à cheveux blancs, que laurier des de Radetski empêchent de dormir, héros de mélodrame, atteint de manie homicide et de manie orgueilleuse à la fois, et que le ridicule de sa double folie protège seul contre la haine et l'exaspération du peuple.

Prolétaires, laissons passer les malédictions de ce monde et marchons droit vers notre but, sans nous détourner pour répondre aux clameurs désespérées de ces fous.

Nous les avons vus à l'œuvre il y a un an, jour pour jour; ils avaient le pouvoir, les millions du budget, une armée de police, une armée de soldats, et néanmoins, toute cette puissance s'est envolée en deux heures, sous le souffle du courroux populaire, et le grand vainqueur, exilé par la défaite en ses champs paternels, y pleurait le lendemain sa vi ginité éclipse.

Tous ces valeureux sauveurs de la monarchie ont mené à si bonne fin déjà les affaires de la royauté dernière!... Il n'y a pas de raison pour qu'ils ne défendent pas les autres privilèges avec le même talent et le même bonheur. Laissons-les librement travailler à leur ruine.

Les vieux dogmes s'en vont avec les royautés et avec les charlatans que les forts avaient jusques-là payés pour propager les faux dogmes, qui établissaient le droit divin de la caste et de la fainéantise. L'universelle incrédulité se rit de la damnation éternelle; nul ne croit plus au Dieu méchant.

La raison humaine, débarrassée du joug de la terreur superstitieuse, proclame une religion digne de Dieu, la religion du bonheur.

Cette religion enseigne que le travail est l'expression de la puissance créatrice de l'homme, est la première condition de son bien-être moral et matériel, et non une expiation et une condamnation du sort, comme les dogmes imposteurs l'avaient dit.

Elle enseigne encore que le travail est le plus noble des attributs de l'espèce humaine et le signe le plus certain de sa parenté avec Dieu. Que le travail est la seule base inattaquable de la propriété; que le droit de propriété est le droit de jouir des fruits de son travail; des fruits de son travail, entendez-vous bien, et non des fruits du travail d'autrui.

Et la révolution du 24 février a pour mission providentielle d'incarner ces principes dans la politique, c'est-à-dire dans le gouvernement des sociétés humaines.

La mission de la révolution du 24 février est de faire que le règne de Dieu arrive sur la terre comme au ciel. Or, nous savons les conditions de l'harmonie céleste.

C'est que le soleil, foyer de lumière, de chaleur et de vie, occupe la place d'honneur parmi les astres du tourbillon qu'il éclaire et féconde.

Pour que l'ordre et l'harmonie se fassent sur

la terre comme au ciel, il faut que le travail, source de toute richesse, que le travail, qui féconde et embellit la terre, occupe aussi la place d'honneur parmi les institutions d'ici-bas, et décerne désormais parmi les hommes les grades et les rangs.

Et voilà ce que le peuple parisien avait parfaitement compris le 24 février. Le peuple qui devine par le cœur ce que les savants ne trouvent pas toujours par la science. Et là est le secret de la puissance mystérieuse et irrésistible qui porta le peuple victorieux à l'Hôtel-de-Ville pour proclamer l'ordre nouveau.

A. TOUSSENEL.

La société est tenue de rendre la vie commode à tous.

BOSSUET.

UNE PRIME AU PAPIER-MONNAIE.

Un des préjugés les plus absurdes et les plus solidement enracinés dans l'esprit du vulgaire et des hommes d'Etat fainéants est celui qui consiste à penser ou à dire que le papier-monnaie ne saurait prendre en France, et que jamais le peuple français ne reviendra de sa prévention contre les assignats...

Cet argument de l'impossibilité n'est que l'éternelle excuse de l'ignorance et de la paresse. A ceux qui nient la possibilité de faire quoi que ce soit en France avec le papier-monnaie, il serait facile de démontrer qu'on n'a jamais rien fait en France, pas plus qu'en Angleterre, sans le papier-monnaie. L'Angleterre, où l'on ne connaît, pour ainsi dire, que la monnaie de papier, est le pays du monde où les affaires se font le mieux, où l'intérêt de l'argent est le plus bas, où les placements sont le plus sûrs.

Mais il se passe aujourd'hui dans les hautes régions du Trésor un fait assez curieux et qui nous semble de nature à modifier l'opinion des partisans quand même du numéraire métallique exclusif.

Aujourd'hui, 20 février 1849, à la veille peut-être d'une conflagration européenne universelle, un an après la secousse révolutionnaire qui a métamorphosé la vieille monarchie française en république, nous avons vu des créanciers se plaindre d'être obligés d'accepter des paiements en espèces métalliques, et offrir une prime au billet de banque, à ce papier-monnaie si décrié, si honni.

Voilà ce pays où, si l'on en croit les traditions de la sottise publique, personne ne veut entendre parler d'assignats et où il se trouve cependant des gens qui offrent des primes aux assignats de la banque de France!

Car le billet de la banque de France n'est pas autre chose qu'un assignat, qu'une monnaie qui se fabrique aussi avec du papier et une planche; et ce serait la chose la plus facile pour un gouvernement embarrassé que de créer dix espèces d'assignats de meilleur aloi que le billet de banque. Ce qui ne nous empêche pas de reconnaître que ce billet de banque, tel qu'il est, vaut encore mieux, comme mon-

naie, que tout le numéraire métallique de la Californie.

Le billet de cette banque de Paris, qu'on appelle fort mal à propos banque de France, puisqu'elle n'est qu'un grand conseil d'usuriers juifs et genevois, qui ne sont pas même français; ce billet est si bien un assignat de fabrique inférieure, qu'il a suffi de deux ou trois jours de panique en mars 1848 pour le démonétiser quasi-complètement. Tout le monde sait parfaitement, en effet, que si le gouvernement provisoire ne fût pas venu au secours de la banque, en forçant le cours de ses billets par décret, la banque eût suspendu ses paiements. Or, qu'est-ce que le papier d'une banque qui a suspendu ses paiements, sinon un assignat représentant le tiers ou le quart de sa valeur nominale? Qu'est-ce que c'est qu'un établissement de crédit qui n'est pas même à l'épreuve d'une révolution dans un pays comme le nôtre?

Et cependant l'opinion publique, s'exprimant par l'organe du commerce parisien, réclame aujourd'hui avec instance la mise en circulation d'une nouvelle masse de ce papier-monnaie.

La banque a déjà émis 450 millions de billets sur son capital social, qui n'atteint pas 100 millions, y compris le fonds social des succursales; ce qui fait que ce capital ne représente plus que le quart ou le cinquième de la dette de la banque. La banque prête quatre capitaux et demi pour un, c'est-à-dire qu'elle perçoit un intérêt de quatre fois et demi 4 0/0 sur son capital réel. La banque prête à 18 0/0 et distribue à ses actionnaires de 1847 des dividendes de 17 et 1/2 pour cent... Et le commerce de Paris trouve que ces bénéfices ne sont pas assez élevés encore, et se plaint de la restriction apportée à l'émission des billets de banque! Le commerce de Paris ne sera pas satisfait avant que la somme des billets émis n'atteigne six cents millions!

Et qu'on ne suppose pas que cet engouement pour le papier-monnaie soit endémique aux rives de la Seine et exclusif à la population des grandes places de commerce: le papier-monnaie sera accueilli partout avec faveur, quand il se présentera entouré de suffisantes garanties. Le paysan le plus encoûté d'obscurantisme et de défiance, celui qui vote pour Montalembert et Falloux, acceptera du papier en échange de ses écus; toutes les fois qu'il sera convaincu que l'échange lui apporte profit. Que ce paysan refuse un billet de la banque de France, qu'il ne connaît pas, et qu'il a le droit de considérer comme un assignat, papier, du reste, qui ne vaut pas mieux que des écus, ce refus est très logique de sa part. Mais offrez-lui en paiement de ses denrées un billet de la banque de son canton, un billet revêtu de la signature des plus riches propriétaires de son pays, et il s'empressera de l'accepter. Donnez-lui des lettres de gage rapportant un intérêt, comme les lettres de gage des banques de Prusse et de Pologne, et le paysan se défera de ses écus qui dorment pour acquérir le papier qui ne dort pas. Ce n'est pas le peuple des campagnes ni des villes qui a manqué jusqu'ici à l'institution du crédit en France, mais bien l'institution du crédit qui a manqué au peuple.

D'où vient ce revirement curieux de l'opinion en faveur du papier-monnaie?

De deux causes principales: 1° le décret du gouvernement provisoire, qui a forcé le cours des billets de banque; 2° les progrès de la raison publique.

Le gouvernement, en décrétant le cours forcé des billets de banque, en déclarant qu'il accepterait dans les caisses publiques ce papier discrédité, lui a rendu immédiatement sa valeur.

Personne n'a crié à la spoliation ni au rétablissement de la planche aux assignats, bien que le gouvernement autorisât la banque, qui ne pouvait rembourser ses anciens billets, à en émettre de nouveaux.

Personne n'a crié à la spoliation, et le billet de banque, au lieu de perdre par le fait de la

nouvelle émission, a gagné, parce que la lumière s'est faite dans les esprits, à la suite de l'expérience et du raisonnement; parce que la lumière se fait vite en temps de révolution.

Tout le monde veut du papier-monnaie, des billets de banque, parce que tout le monde comprend aujourd'hui qu'un billet de banque n'est émis que contre l'encaissement préalable d'un effet de commerce revêtu de trois signatures respectables, qui sont la garantie de sa valeur, et que la garantie de trois signatures ne s'évapore pas dans les airs comme une feuille de papier brûlé.

Tout le monde comprend qu'une banque dont les opérations sont conduites avec sagesse, comme la banque de France, par exemple, peut émettre des billets en quantité illimitée. En effet, tant que les billets en circulation seront représentés dans le portefeuille de la banque par des valeurs de titre supérieur, il est bien évident qu'il n'y a pas danger que le billet se déprécie.

Les assignats qui ont laissé une si funeste réputation en France n'auraient jamais perdu de leur valeur, si la somme des assignats émis n'eût pas dépassé, dans des proportions colossales, la valeur de l'hypothèque territoriale affectée à leur garantie. Les lettres de gage des banques foncières de Prusse et de Pologne sont de véritables assignats dont la valeur s'est toujours soutenue, parce qu'on n'a pas détourné leur garantie hypothécaire de sa destination spéciale.

Le rapport de la somme des billets en circulation au chiffre du capital social n'a rien à voir en cette affaire. Le capital social est une fiction qui n'a jamais été mise en avant que pour donner le change aux bavards. Il y a bel âge que le capital social de la banque de Paris, que le bon public se figure exister sous forme de lingots ou d'espèces métalliques dans les caves de l'hôtel de la Vrillière, a quitté ces retraites humides et malsaines pour se produire au grand jour de la spéculation, pour se convertir en titres quelconques d'inscription de rente ou d'emprunt. Et la banque n'en marche que mieux.

Maintenant, puisque tout le monde comprend que l'émission des billets d'une banque bien conduite peut être illimitée et que le capital social n'est plus qu'une fiction, tout le monde doit comprendre aussi qu'il est parfaitement inutile de payer un intérêt de 18 0/0 aux possesseurs de ce capital inutile, et de laisser subsister en faveur des genevois et des juifs ce privilège révoltant de l'usure légale, de l'usure à 36 carats.

Nous avons dit les raisons de l'engouement du peuple français pour le billet de banque; nous démontrerons un autre jour que l'émission illimitée des billets de banque, qui permet d'augmenter indéfiniment le signe représentatif des valeurs ou la monnaie, a pour corollaire obligé la décroissance indéfinie de l'intérêt du capital.

Et ce sera la banque de France, l'institution privilégiée de l'usure, qui nous aura enseigné par ses pratiques le moyen de couper court aux déprédations du capital improductif et oisif, le moyen d'extirper dans ses plus profondes racines l'usure, et de faire servir à la rédemption du travailleur l'instrument de son long martyre. Car il n'y a jamais eu qu'un seul opprimé sur la terre, le travailleur; qu'un seul oppresseur, le faïnéant.

A. T.

De tous les abus, les plus odieux, selon moi, sont ceux de la propriété. Si les lois actuelles réglaient mal l'usage de la propriété, nous pourrions les refaire. Remaniez donc les lois qui réglaient l'usage de la propriété.

BLANQUI AINÉ. (Lettre à Proudhon.)

RÉFORMES ÉCONOMIQUES.

AFFRANCHISSEMENT DU TRAVAIL AGRICOLE.

OPÉRATIONS DES BANQUES.

Les banques distribuent le crédit foncier, proprement dit, aux propriétaires cultivateurs, comme les banques de Pologne, de Prusse et d'Allemagne; elles pourraient même prêter aux propriétaires rentiers;

Elles distribuent le crédit agricole, réel et personnel, sur gage, sur dépôt de récoltes, sur caution, sur simple garantie morale, comme les banques d'Ecosse;

Elles reçoivent en entrepôt les denrées, et délivrent des récépissés; elles font des avances sur consignations de produits, comme les magasins publics établis, depuis la Révolution de février, en faveur de l'industrie et du commerce;

Enfin, dans les villes où il n'existe point de comptoir national, elles escomptent les effets de commerce à deux signatures et à trois mois d'échéance.

1° Crédit foncier sur hypothèque.

Les banques ne prêtent directement aux propriétaires-cultivateurs ni écus, ni papier-monnaie. Elles se bornent au rôle d'intermédiaire entre les emprunteurs et les capitalistes qui veulent placer des fonds. Elles cautionnent les débiteurs, en prenant pour se couvrir des garanties réelles, une hypothèque; elles convertissent les obligations individuelles en obligations de la banque; en un mot, elles escomptent les engagements des particuliers avec des engagements pris par elles et que tout prêteur acceptera. Ces engagements des banques n'ont point cours forcé: ce sont les propriétaires emprunteurs eux-mêmes qui se chargent de les mettre en circulation et de les faire accepter de gré à gré.

L'obligation émise et garantie par la banque, a pour gage: 1° quant au principal, l'engagement de l'emprunteur et l'immeuble affecté spécialement à la sûreté de la créance; 2° quant aux intérêts, la fortune mobilière du débiteur, et, par privilège, les récoltes du bien hypothéqué.

La banque n'émet d'obligations que sur première hypothèque, et jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur totale de l'immeuble. Pour déterminer cette valeur, on prend pour base les évaluations du cadastre et le principal de la contribution foncière. De la sorte, il n'est pas besoin de recourir à un jury d'expertise, et les propriétaires ont intérêt à ne plus dissimuler la valeur de leurs propriétés pour obtenir une diminution d'impôts.

Les obligations de la banque portent intérêt à 4 p. 0/0 ou à 3 1/2, ou mieux encore à 3 fr. 65 cent. par an, ce qui représente 1 centime par cent francs et par jour. La banque paie chaque semestre, à jour fixe, les intérêts aux ayants droit, c'est-à-dire aux porteurs des obligations; mais elle perçoit elle-même directement ces intérêts sur les emprunteurs par anticipation et par douzièmes, de sorte qu'elle a toujours reçu avant de donner, qu'elle peut même profiter incessamment du bénéfice de l'intérêt composé, en plaçant, jusqu'au jour du paiement, les arrérages encaissés par avance.

3 fr. 65 cent., c'est plus que ne rendent les meilleures terres, à quiconque ne cultive pas par lui-même; c'est plus que ne rapportaient, avant février, les sommes placées sur les fonds publics. En Prusse, où les obligations foncières portent intérêt à 3 1/2 p. 0/0, les titres se négocient à la bourse au-dessus du pair, à 102, 103 et même 105 fr., aussi facilement que les rentes sur l'état à la bourse de Paris. Ainsi, les capitaux placés en obligations foncières portent intérêt, et restent toujours disponibles, car on peut les réaliser à volonté et sans frais.

Les obligations sont donc un *capital papier* et non pas un *PAPIER-MONNAIE*. Elles restent dans les portefeuilles comme placement, et ne sont point lancées dans la circulation comme les billets de la *banque de France*, qui n'étant que *monnaie*, ne sont point productifs d'intérêt. L'émission des obligations augmente la quantité des *capitaux disponibles*, transforme en *capitaux circulants* la valeur d'une partie des *capitaux immobilisés*, mais n'augmente point la quantité de la monnaie proprement dite. A cela il peut y avoir de grands avantages, mais il n'y a point d'inconvénients, à moins qu'on ne considère comme inconvénients l'abondance des capitaux. — L'émission des obligations fera baisser le *taux de l'intérêt*, c'est évident, mais n'altérera en rien la *valeur capitale* des immeubles ou des meubles, la fera hausser au contraire, donnera à l'agriculture un essor prodigieux, facilitera partout le travail en mettant les instruments à la portée de tous.

La banque, disons-nous, paie 3 fr. 65 cent. d'intérêts aux porteurs d'obligations, mais elle perçoit directement sur les emprunteurs 4 ou 5 p. 0/0. A 4 p. 0/0, les 35 cent. de différence serviraient à couvrir les frais d'administration, et la banque rendrait des services désintéressés, ce qui est évidemment le but à poursuivre, le but à atteindre; car l'utilité d'une banque, pour le public, est en raison inverse des bénéfices que l'établissement réalise, autrement dit, en raison inverse du tribut prélevé. A 5 p. 0/0, la différence entre l'intérêt perçu et l'intérêt servi pourrait devenir pour la banque une source féconde de profits, c'est-à-dire pour le trésor public une source féconde de revenus. Ce bénéfice de 1 p. 0/0 compenserait le droit d'enregistrement établi sur tous les contrats de prêt.

Nous ne parlons pas des pertes, car toute perte est impossible quand on ne prête que sur première hypothèque, quand le gage est supérieur à la somme prêtée, et quand les frais de réalisation sont à peu près nuls.

Les banques reçoivent directement les engagements des propriétaires qui veulent emprunter, prennent inscription sur l'immeuble affecté en garantie, le tout sans frais, ainsi qu'on le verra par la suite, puis donnent en retour des titres de rente foncière, portant intérêt, que le débiteur se charge de négocier. Ces titres sont nominatifs ou au porteur, transmissibles par endossement ou par un simple transfert dans le premier cas. Ils sont détachés d'un registre à souche, et la banque conserve le talon.

La banque s'engage envers les porteurs d'obligations : 1^o à payer tous les six mois, à jour fixe, les intérêts échus; 2^o à rembourser le principal dans un délai déterminé, lequel est calculé d'après l'engagement même de l'emprunteur. La banque se réserve formellement le droit de racheter toujours ses obligations au pair, de se libérer par anticipation, mais en prévenant les porteurs de titres six mois d'avance.

L'emprunteur, de son côté, s'oblige à payer chaque mois, par douzième, l'intérêt stipulé, à amortir le principal par paiements successifs ou par annuités. Les annuités sont payables par moitié tous les six mois, dans les comptoirs de la banque ou entre les mains du percepteur de la commune où réside l'emprunteur. Pour le paiement des intérêts et des annuités, l'emprunteur se soumet aux voies de contraintes adoptées en matière d'impôts. A défaut de service exact d'un semestre d'intérêt ou d'annuités, la dette entière devient immédiatement exigible, et le débiteur peut être poursuivi pour le remboursement du principal et des arrérages dus.

Nous dirons les formalités de la procédure sommaire qui devra être suivie.

Dans ce système, le propriétaire emprunteur n'a jamais à payer qu'un intérêt de 5 0/0 au maximum, *tous frais compris*; il a, en outre, la faculté de se libérer, petit à petit, chaque année, par annuités, par amortissement de 1/2, de 1 0/0, de 2 ou de 3 0/0, à son choix.

L'amortissement est d'autant plus prompt, que la prime est plus forte; il est d'autant plus lent, que la prime est plus faible. A notre avis, l'amortissement le plus faible et le plus long est le plus avantageux pour le cultivateur.

Ainsi, le propriétaire emprunteur n'aurait à payer ni frais de contrat, ni papier timbré, ni honoraires, ni droit d'enregistrement et d'hypothèques, ni frais de renouvellement à échéance, de quittance, de subrogation, etc., etc., toutes choses qui font souvent monter le taux de l'intérêt, du moins pour les petites sommes, au double et au triple du taux légal. Il paierait seulement 5 0/0, et la banque prendrait à sa charge tous les frais, paierait même au Trésor la première année 1 0/0 sur les 5 pour droit d'enregistrement. Le débiteur ne serait plus sous le coup d'un remboursement intégral, ce qui le met toujours dans la nécessité de vendre ou de contracter un emprunt nouveau. Il se libérerait par fractions chaque année, en payant en sus de l'intérêt une prime d'amortissement de 1/2, de 1, de 2 ou de 3 0/0, qu'il prélèverait sur le prix de ses récoltes, sur le produit de son travail.

Aujourd'hui, le propriétaire emprunteur paie 6, 7 et 8 0/0, sans que cet énorme intérêt le dispense de rembourser le principal. Dans notre système, il serait complètement libéré après avoir payé pendant 50 ans 5 0/0 d'intérêt plus 1/2 0/0 de prime, ou pendant 37 ans 5 0/0 d'intérêt et 1 0/0 de prime, ou pendant 26 ans 5 0/0 d'intérêt et 2 0/0 de prime. Et pendant toute la période qu'il aurait choisie, il ne serait jamais tenu que de servir 5 1/2, 6 ou 7 0/0, sans avoir à redouter l'expropriation, avec la certitude d'être, dans le délai convenu, complètement libéré (1).

Ce système est pratiqué avec succès en Prusse depuis tantôt un siècle; il a été appliqué également dans plusieurs petits Etats de l'Allemagne. Il ne s'agit donc point de faire du nouveau, de se lancer dans les aventures, mais d'importer chez nous ce qui a déjà obtenu la sanction de l'expérience.

En Prusse, les banques agricoles sont formées par des associations de propriétaires qui réalisent entre eux le principe de la solidarité. Nous trouvons plus simple de charger une administration spéciale d'établir ce même principe entre tous les emprunteurs, de même que nous trouvons les compagnies d'assurances à prime fixe d'une organisation plus simple que les compagnies mutuelles. La garantie offerte aux prêteurs est d'ailleurs plus complète, car c'est une institution nationale placée sous le patronage et, au besoin, sous la responsabilité de l'Etat, qui se porte caution pour les débiteurs, qui répond des intérêts et du principal, sauf recours contre les emprunteurs et prise de possession du gage affecté.

L'essentiel est que la banque ne mette pas ses services à trop haut prix, et que les bénéfices, au lieu d'enrichir des actionnaires, soient versés dans les caisses du Trésor public.

Ce système que nous avons développé ailleurs plus longuement (2), suppose des réformes préalables : 1^o dans le régime hypothécaire et même dans les bureaux de conservation; 2^o dans le Code de procédure, dans la formalité des contrats et des engagements; enfin, dans le mode d'expropriation.

Nous parlerons, dans un prochain article, de ces réformes indispensables, sans lesquelles le crédit foncier est impossible ou ne pourrait être fourni qu'à des conditions onéreuses pour les emprunteurs. Nous expliquerons ensuite quelles garanties il faut donner à l'émission de ces ti-

(1) Une prime de 1/2 0/0 placée à intérêts composés sur le pied de 5 0/0, reconstitue le capital en 49 ans; une prime de 1 0/0 en 36 ans et 6 mois; une prime de 2 0/0 en 25 ans et 6 mois; une prime de 3 0/0 en 20 ans.

(2) VIVRE EN TRAVAILLANT. Du crédit foncier, chap. 6, 7, 8, 9 et 10.

tres de rente foncière; comment les obligations seront remboursées, retirées de la circulation après ou avant la libération intégrale des débiteurs; enfin pourquoi ces obligations seront avidement recherchées des prêteurs, de tous ceux qui désirent placer solidement leurs capitaux; pourquoi elles se négocieront facilement au pair et bientôt avec prime, comme les lettres de gage de Prusse.

F. V.

Découvrez quelque procédé mécanique au moyen duquel vous enrichirez les riches en appauvrissant encore les pauvres, on vous élèvera des statues. Imaginez, au contraire, un moyen de détruire les inégalités les plus choquantes, les privilèges sont capables de démolir au besoin les navires pour vous la pider,

(BULWER.)

SEMAINE PARLEMENTAIRE.

Samedi 17 février. — Discussion de la loi électorale. Séance pleine de provocations, d'intorpellations et d'émotion. M. de Montalembert a parlé : M. de Montalembert est un pieux historien à qui nous devons le récit édifiant des mérites de Sainte Elisabeth de Hongrie; M. de Montalembert est un pieux orateur, dont la parole insinuante porte l'unction et le repentir dans les cœurs les plus endurcis. Le ciel est dans ses yeux... C'est lui qui a converti récemment à la foi catholique M. Thiers, le plus aimable des convives de Grandvaux; et ce dut être, ce jour-là, une grande joie là-haut; car, au temps de ses erreurs, l'enfant bavard de la Provence sentait fort le roussi, et marchait trop visiblement sur les traces de l'Asmodée de la politique matérialiste moderne, feu Talleyrand de Périgord, qui s'endormait dans le Seigneur, avec la pensée consolante de n'avoir pas une seule bonne action à se reprocher dans sa vie. Depuis le jour heureux où le fils des croisés l'a retiré de la voie de perdition pour le ramener à son Dieu, le néophyte ne peut plus se passer de la société de son parrain spirituel. Ils entrent tous les deux bras dessus, bras dessous dans la lice parlementaire, comme autrefois Nisus et Euryale dans la lice des jeux. Tous deux puisent à la même source, à l'amour du prochain, et leur sainte éloquence et leur haine contre les doctrines subversives de la famille et de la propriété. L'un épanche ses confidences dans les colonnes du *Constitutionnel*, fécondes en calomnies et chères à l'Eglise; l'autre est l'Egérie inspiratrice de l'*Univers religieux*, journal ultramontain d'où l'esprit évangélique, l'esprit d'égalité et de fraternité déborde en phrases comme celle-ci :

« La société a besoin d'esclaves; elle n'existe qu'à cette condition. Il lui faut des hommes qui travaillent beaucoup et qui vivent de peu. » (Sous-entendu, afin qu'il y ait des fils de croisés et des receveurs généraux fainéants qui travaillent peu et consomment beaucoup.)

Il était question d'opter entre le vote au chef-lieu de canton et le vote à la commune. Le parti de l'obscurantisme qui compte naturellement sur l'appui de la population la moins éclairée des campagnes, et qui craint, pour les électeurs de cette catégorie, la contagion des doctrines démocratiques du chef-lieu de canton, demande que le vote ait lieu dans chaque commune. Les orateurs de cette nuance font valoir en faveur de leur opinion, les grands principes de justice et de sincérité en matière électorale; ils objectent que ces principes seraient violés par la moindre obligation de déplacement imposée à l'électeur. Le parti républicain qui voudrait au contraire arracher l'électeur des hauteurs à l'influence anti-démocratique du curé, réclame le vote au chef-lieu de canton, s'appuyant sur cet argument assez plausible, qu'il existe une foule de communes, dans le sein des-

quelles il serait fort difficile de recruter le nombre de citoyens lettrés suffisant pour composer un bureau. M. de Montalembert est entré dans le débat avec ce ton de bonhomie et de franchise qui caractérise le sacristain. Il a d'abord récité une homélie touchante sur les vertus de l'homme des champs qui vote pour la noblesse, qui respecte et protège la propriété du riche, qui paie de bonne grâce l'impôt du sang pour en exempter le riche, qui travaille énormément sans se plaindre, se contente de peu et ne se révolte jamais comme l'ouvrier des villes. M. de Montalembert a démontré ensuite que l'homme qui ne sait pas lire, se trouvant naturellement assuré contre le danger des mauvaises lectures, était le véritable vase d'élection. L'orateur sacré a fini par excommunier saintement les partisans du vote au chef-lieu de canton. Ces orateurs sacrés, dont l'éloquence pateline est armée d'ongles rétractils comme la patte du chat, n'ont pas leurs pareils dans les assemblées parlementaires pour provoquer les tempêtes. M. de Montalembert n'a pas cru pouvoir défendre la cause de l'autel et du trône, sans faire intervenir dans la discussion, et d'une façon peu chrétienne, le nom du général Lafayette, peu cher aux monarchiens. Alors, le petit-fils du général, M. Oscar Lafayette, a relevé par de nobles et fières paroles l'allusion offensante; et l'homme pieux s'est tiré de là par une explication embarrassée et maladroite.

L'Assemblée a donné gain de cause aux deux partis. Elle a décidé qu'on ne voterait pas par commune, mais que chaque canton pourrait être divisé en plusieurs circonscriptions électorales, suivant les besoins des localités; le préfet, après avoir pris l'avis du conseil-général, répartira les urnes électorales, proportionnellement aux besoins de ses administrés.

On a vu au milieu du tumulte, excité par les sarcasmes et les provocations irritantes du révérend Montalembert, un des Ajax du parti modéré, monter, le visage rouge, au banc de M. Etienne Arago et l'engager à sortir. C'était pour demander raison au citoyen Arago de l'injure que celui-ci lui avait faite en le traitant de rédacteur du *Courrier de la Gironde*. Le citoyen Denjoy ayant déclaré sur l'honneur être étranger à la rédaction de cette honorable feuille, le citoyen Arago a retiré son expression blessante et l'affaire s'est arrangée.

Lundi 19, séance insipide et incolore, marquée par un seul incident. M. le général Cavaignac, qui possède d'éminentes qualités de juriconsulte, s'est plaint à l'Assemblée de ce qu'il n'existât pas, sous le régime de la législation actuelle, un seul tribunal devant lequel un général français, accusé publiquement d'embaufrage, pût porter plainte contre son diffamateur. Le héros africain, en désespoir de cause, et à défaut de tribunal, s'adressait à M. Léon Faucher et à M. Changarnier, pour obtenir de ces hauts fonctionnaires, un certificat honorable, et une attestation solennelle de son innocence. M. Léon Faucher, tout fier de l'honneur qu'on lui faisait en le prenant pour arbitre d'une question de police, a protesté en termes chaleureux de son estime toute particulière pour le général Cavaignac qui avait sauvé la France de l'anarchie, en juin, comme lui, Léon Faucher l'avait sauvée, il y a quinze jours. Le ton du général en chef de l'armée de Paris a été un peu moins bienveillant et un peu plus protecteur que celui du ministre, à l'égard de son ancien collègue. L'entente la plus cordiale ne semble pas régner dans le camp africain. Le pays, heureusement, n'a rien à voir en ces querelles. La discussion a repris sur la loi électorale, à la suite de ces explications.

Mardi 20. L'Assemblée adopte une loi qui frappe les biens de main-morte d'un impôt de mutation de 62 cent. 1/2 par franc du principal de la contribution foncière. M. Crémieux dépose son rapport sur la loi contre les clubs. La discussion reprend sur la loi électorale. Cette discussion est interrompue par les interpellations

que M. Ledru-Rollin adresse au ministre des affaires étrangères, relativement à l'intervention italienne. M. Ledru-Rollin demande s'il est vrai, comme on l'en accuse, que le ministre de la République française ait oublié à ce point les principes du gouvernement républicain et les intérêts de la France, qu'il se dispose à intervenir pour la restauration de la papauté à Rome, de complicité avec le Bourbon de Naples, Charles Albert et l'Autriche. M. Drouin de l'Huys répond, suivant l'usage diplomatique, que la question est complexe, que le pape est à la fois prince temporel et chef spirituel de la chrétienté catholique, que le gouvernement français attendra les circonstances pour se faire une opinion sur la question d'intervention; que du reste, il y a plusieurs espèces de République..... M. Athanase Coquerel, pasteur protestant, prononce un sermon peu amusant sur les dangers de l'ingratitude envers les papes, et réclame l'intervention en faveur de Pie IX. M. Poujoulat, catholique fougueux, s'enrôle avec ardeur parmi les croisés qui veulent arracher la ville sainte à la République infidèle. M. Bac accuse le ministre des affaires étrangères d'avoir tenu un langage indigne du ministre d'une République, et l'interpellation en reste là. Le gouvernement n'a pas dit qu'il interviendrait, mais il a laissé percer le désir de voir l'intervention s'accomplir.

Séance du mercredi. — Triomphe et revers de la morale. Excommunication de l'adultère.

L'Assemblée nationale a voulu confondre ses détracteurs, en démontrant qu'elle était l'expression la plus vraie du peuple le plus spirituel et le plus folâtre de la terre. En conséquence, elle consacre les derniers jours de sa carrière à l'amusement public.

Le débat se traînait lentement sur la loi électorale; on en était au chapitre des incompatibilités. L'Assemblée éliminait impitoyablement les faussaires, les voleurs et tous les scissionnaires de l'ordre social. Or, M. Pierre Leroux ne pouvant se consoler de tant d'exécutions. Déterminer des incompatibilités, c'est, selon lui, porter atteinte à la souveraineté du peuple, qui est juge suprême des actions des hommes et qui peut relever le citoyen de toutes les déchéances par lui encourues, en vertu de sentences de tribunaux inférieurs. Puisqu'on a retiré le droit d'éligibilité aux voleurs, c'est-à-dire aux loups ravisseurs de la propriété, M. Pierre Leroux demande qu'on étende l'anathème aux séducteurs, autrement dit aux adultères, qui sont les loups ravisseurs de la famille. (Mouvement universel de stupéfaction sur les bancs de l'Assemblée.) L'agitation se répand dans les tribunes ornées d'une foule de jolies femmes qui semblent prendre tout à coup à la question un intérêt immense. C'est, en effet, la question brûlante de l'influence féminine sur la politique que l'imprudent amendement du philosophe socialiste vient de soulever au moment où on s'y attendait le moins. Les séducteurs en renom du vertueux aréopage deviennent le point de mire d'une multitude de regards curieux et perfides. On se demande si ces défenseurs inébranlables de la propriété et de la famille oseront mentir à leurs principes de parade, en protestant au nom du dieu malin qu'on adore à Paphos; ou si, plus stoïciens que Brutus condamnant ses fils au supplice, ils prononceront contre eux-mêmes le verdict d'indignité. Jamais, de mémoire de femme fréquentant le Palais-Bourbon, vote de loi n'excita d'anxiété pareille. La Montagne a demandé le scrutin de division, pour que chacun pût connaître le nom de ceux qui voteraient contre l'amendement. La droite, le côté des moralistes qui savent qu'il est avec la conscience et le ciel des accommodements, a demandé le scrutin secret, afin d'ensevelir tous les noms propres dans le mystère du vote. Cependant la droite a déjà peur des conséquences fâcheuses que pourrait entraîner pour elle l'adoption du scrutin secret. Elle tremble qu'on ne l'accuse un jour de n'avoir pas osé voter ostensiblement

sur une question si simple. Elle renonce au scrutin secret, à la condition que la Montagne renoncera au scrutin de division; et le vote a lieu par assis et levé. Malheureusement deux épreuves sont douteuses, ce qui force de revenir au scrutin secret ou au scrutin de division. Le scrutin secret triomphe, et l'amendement de M. Pierre Leroux est adopté à une majorité de 57 voix sur 515 votants.

Morale. La morale a triomphé en fin de compte, puisque les ennemis de la famille, les adultères ou ravisseurs de la femme d'autrui sont exclus de l'honneur de représenter le peuple. Mais la morale a été moralement battue en ce sens que ses champions l'ont désavouée lâchement et déclarée implicitement impraticable. Maintenant que l'avenir politique des hommes est à la merci du beau sexe, qui ne fait pas encore les députés, mais qui peut les défaire, qui pourra garantir la vertu de certains honorables qui gênent, contre les pièges nombreux qui vont leur être dressés. Nous frémissons pour la vertu du citoyen Proudhon.

Les célibataires menacés disent déjà que la loi nouvelle a été votée par une assemblée de... maris.

La séance du jeudi 22, n'est pas moins réjouissante que celle de la veille, le mercredi des Cendres. M. Brunel remplace M. Pierre Leroux dans l'emploi de premier comique sérieux. Il s'agissait cette fois de déterminer les incompatibilités territoriales. Le projet de loi a fait une véritable Saint-Barthélemy de fonctionnaires publics, en déclarant qu'aucun d'eux, le garde-champêtre et le maître d'études exceptés, ne pouvait être élu représentant dans son département. M. Brunel, président du tribunal civil de Brest, compris à ce titre dans la catégorie des incompatibles, est venu plaider, avec une désinvolture d'éloquence sans égale, la cause de la magistrature immovible. Son succès, malheureusement, n'a été qu'un succès de fou rire, et tous ceux qui ont ri n'ont pas été désarmés. Le naïf et jovial Armoricain du Danube s'est particulièrement étendu sur l'infortune du premier président de la cour d'appel de Paris, un homme qui s'appelle Tropolong et qui n'est qu'une fraction de citoyen, puisqu'il ne peut être élu représentant ni à Paris ni à 25 lieues à la ronde. Le discours de l'honorable magistrat, que tout le monde a trouvé trop court, a été, depuis l'exorde jusqu'à la péroraison, un feu roulant d'épigrammes et de calembours, assaisonnés à la sauce bretonne. Le souvenir de M. Brunel vivra perpétuellement dans la mémoire des amateurs de la franche gaîté française. Mais si le carême débute d'une façon si plaisante, qu'est-ce que ces messieurs nous réservent pour Pâques ou pour la Trinité!

Le même jour, le ministre des travaux publics a proposé un projet de loi pour l'achèvement du Louvre.

Vendredi, l'Assemblée a continué la Saint-Barthélemy des fonctionnaires.

Pendant que nos représentants étaient si spirituels, la question extérieure continuait de s'assombrir. La France, l'Angleterre et le Piémont, refusaient de reconnaître la République toscane, et les conférences de Bruxelles qui avaient pour objet le règlement des affaires de la Haute-Italie, étaient rompues. Le gouvernement français, traître à son origine et à sa mission, prêchait la croisade pour le pape et contre la République romaine; les Russes entraient dans la Transylvanie pour prêter secours aux troupes autrichiennes battues par les Hongrois; le bruit courait que la République était proclamée à Turin.....

J.-B. Say fait jouer aux capitaux un rôle actif que ne comporte pas leur nature: ce sont des instruments inertes par eux-mêmes.

J. Droz, de l'Institut.

ÉCONOMIE SOCIALE.

ÉQUILIBRE DE POPULATION.

I

MALTHUS.

(Suite. — Voir les numéros des 11 et 18 février.)

D'après le point de départ de Malthus, on peut aisément prévoir quelles seront les conclusions. La population tendant sans cesse, par la force des choses, à dépasser progressivement les subsistances, tous les efforts que l'on pourrait tenter pour soulager la misère seront inutiles, iront même directement contre le but qu'on se propose, s'ils ne doivent pas aboutir à contrarier les lois de la nature, à empêcher la multiplication de l'espèce. Il faudra donc, par tous les moyens, réagir contre la loi de progression, dans l'intérêt même des vivants; il faudra prévenir les naissances pour n'avoir point à redouter les décès occasionnés par la famine. Les classes pauvres sont surtout intéressées à ce qu'il ne naisse jamais plus d'enfants que la société n'en peut nourrir; car, quand la population surabonde, ce sont les pauvres qui meurent par suite du vice et de la misère, jusqu'à ce que l'équilibre se trouve rétabli. La société est une loterie où les pauvres ne peuvent que perdre, où le hasard s'acharne toujours après les malheureux. Tout en ce monde est soumis à la loi de l'offre et de la demande. Dans les temps de disette, il est tout simple que les vivres soient mis à l'enchère, que les moyens d'existence soient adjugés à ceux qui peuvent y mettre le plus haut prix. Tant pis pour celui qui naît dans un monde déjà occupé, et quand on n'a pas besoin de lui! Il vient trop tôt ou trop tard, à moins qu'il ne soit assez riche pour se racheter et pour faire mourir un autre à sa place, c'est-à-dire à moins qu'il n'ait des rentes, à moins qu'il n'apporte en naissant le droit de vivre du travail d'autrui, etc., etc.

Il est incontestable que la population est forcément limitée par les subsistances, puisqu'il est évident qu'un homme ne peut vivre sans nourriture. Mais est-il bien vrai que les subsistances ne puissent croître au moins aussi rapidement que la population? Si la double loi de progression signalée par Malthus est vraie, le mot Providence exprime un non-sens; nous devons désormais refaire notre morale et nos mœurs, flétrir le mariage, maudire les mères fécondes, glorifier le célibat et les femmes stériles, exalter le suicide, considérer les noces et les baptêmes comme des jours de deuil, comme des jours néfastes, transformer les funérailles en réjouissances, voir dans chaque nouveau-né un convive importun et un concurrent redoutable, dans chaque progrès de l'hygiène et de la médecine de véritables calamités; et alors Marcus a raison: il vaut mieux tuer les enfants au sortir du ventre de leur mère, par charité et par humanité; il faut réhabiliter hautement l'infanticide et le classer parmi les vertus pratiques.

Mais si Malthus avait mal posé le problème? s'il était démontré, par exemple, que la population croît tout au plus en raison arithmétique, tandis que les subsistances peuvent être multipliées selon une progression géométrique? S'il était prouvé que le travail d'un seul homme, sous une direction intelligente, peut suffire à la nourriture de quatre individus, et le travail de cent aux besoins de mille? Alors il serait permis de croire que Dieu ne s'est pas trompé dans son œuvre, que les moyens dont nous pouvons disposer sont en rapport avec notre destinée, et que le véritable problème ne consiste pas à réduire le nombre des hommes à la quantité présente des aliments, mais à élever les subsistances au niveau des besoins. Et l'on pourrait ainsi retourner la sentence de Malthus:

« Il y aura place pour tous au banquet de la nature, et la table pourra toujours être somptueusement servie, tant que les hommes sauront tirer

parti des forces dont ils disposent, de leur intelligence, de leur activité, des instruments de travail et de l'inépuisable fécondité de la terre. Ce qui cause la misère, c'est le désordre, c'est l'injustice, c'est notre incurie ou notre ignorance, ce sont les abus de toutes sortes, ce sont nos institutions vicieuses ou incomplètes. La terre, notre mère commune, est assez féconde pour nourrir tous les enfants des hommes, sans qu'ils soient réduits à se disputer les aliments ou à se dévorer les uns les autres. Il dépend de nous de la couvrir de fruits et de moissons, de tirer assez de lait pour tous de ses inarissables mamelles, de multiplier indéfiniment nos moyens de jouissances, de transformer chacun de nos semblables en un coopérateur utile, en créateur de richesses, de faire produire à chaque individu trois fois plus qu'il ne consomme, de réaliser un état social où tout nouveau-né pourrait être accueilli avec des cris de joie et d'espérance, comme un surcroît de capital vivant, comme un élément nouveau de prospérité et de bonheur! »

C'est à peu près la thèse qui a été développée par William Godwin.

Mais d'abord achevons d'exposer les doctrines de Malthus.

Toujours obsédé par le spectre de la double progression, Malthus s'est dit:

« Au point de vue de la civilisation et dans l'intérêt de l'humanité, le véritable problème consiste à rendre inutile l'action du vice et de la misère, c'est-à-dire des obstacles destructifs, si toutefois la chose est possible, et à faire intervenir efficacement le principe de la contrainte morale ou l'obstacle préventif volontaire. »

Cependant Malthus ne croit que médiocrement à l'efficacité de cette contrainte morale, dont il avait négligé de parler dans sa première édition:

« Je serais bien aise que M. Godwin voulût bien me dire quelle cause a pu contribuer, dans les âges passés, à forcer la population à se maintenir au niveau des moyens de subsistance, qui ne puisse être, à juste titre, comprise sous les dénominations de vice ou de misère, excepté ce pendant la contrainte morale dont je fais mention dans le cours de cet ouvrage, et qui, à vrai dire, quelque espoir qu'il puisse y avoir de son influence future, n'a certainement agi dans les temps passés que très faiblement. »

Et ailleurs:

« Je ne vois pas comment il est possible d'éluder la conclusion que la contrainte morale est la ligne du devoir. Cependant, je crois que parmi mes lecteurs, il en est peu qui se flattent moins que moi de l'espoir que la conduite des hommes en général, à cet égard, puisse éprouver un changement prompt et désirable. La raison principale pour laquelle je me suis permis de supposer l'ascendant général de cette vertu, a été de chercher à justifier la divinité de toute interprétation contraire à sa bonté. »

Ainsi, Malthus ne compte guère sur la contrainte morale: il sait que ce principe n'a agi que très faiblement dans les temps passés, et il a protesté contre toute opinion et toute espérance sur les progrès futurs de la société, qui ne seraient point justifiées par l'expérience des siècles antérieurs.

Restent donc, en définitive, le vice et la misère. Voilà les obstacles réels, voilà les vrais remèdes à l'exubérance de population. Quant à la contrainte morale, c'était une simple hypothèse destinée à justifier la bonté et la puissance de Dieu!

Puisque les moyens de subsistance ne peuvent croître aussi rapidement que la population augmente, puisque le vice et la misère exercent surtout leurs ravages sur les classes pauvres, tout accroissement de la population est un fléau doublement redoutable: plus il naît d'individus, plus il faut qu'il en meure avant terme; tout enfant venant au monde rogne la portion des vivants, augmente le nombre des bouches superflues, comme il augmentera plus tard le nombre des bras inutiles, raréfie les subsistances et en fait hausser le prix, comme il augmentera plus tard la quantité

de travail offerte et contribuera à déprécier le taux des salaires.

« Quand le nombre des travailleurs augmente, ils sont moins libéralement payés, parce que les moyens de subsistance ne suivent point le rapport de la multiplication des habitants... On observe, en Angleterre, que les ouvriers, dans la partie méridionale de l'île, sont accoutumés à manger du beau pain de froment, et qu'ils se laisseraient presque mourir de faim avant de se réduire à la nourriture des paysans écossais. Peut-être, avec le temps, apprendront-ils à substituer d'aliments aussi chétifs que les plus pauvres Chinois. Alors, avec la même quantité de subsistances, le pays nourrirait plus d'habitants. Mais l'humanité aurait à gémir; et il faut espérer que jamais un tel accroissement ne pourra se réaliser. »

La population n'a point augmenté en progression géométrique, et cependant les ouvriers de plusieurs comtés de l'Angleterre se nourrissent aujourd'hui des plus chétifs aliments. « Les Irlandais, disait un pauvre tisserand, lors de l'enquête entreprise par ordre de la chambre des communes, nous ont enseigné le fatal secret de vivre de pommes de terre, et nous avons dû renoncer à manger du pain et de la viande comme nos aïeux. Qu'on invente un procédé pour nourrir l'homme avec cinq centimes par jour, et le salaire tombera à cinq centimes. » Sous l'empire des lois qui régissent aujourd'hui l'industrie, la population resterait stationnaire, et la production des subsistances serait quintuplée, que le taux des salaires baisserait encore au lieu d'augmenter, si l'on pouvait se passer d'ouvriers ou les remplacer par des machines. Ajoutons même que le prix du travail baisserait précisément en raison de l'abondance et du bas prix des aliments. Avec notre régime économique, l'abondance et la disette peuvent devenir également funestes aux salariés; et comme un moteur inanimé peut remplacer des centaines de travailleurs, la condition de l'ouvrier peut empirer alors même que la population n'augmente pas.

Il ne faut donc pas tout ramener, tout réduire au principe de la population. Il ne faut pas toujours, comme Malthus, venir dire aux pauvres: « Si vous êtes malheureux, c'est votre faute, et tant pis pour vous! Pourquoi avez-vous fait plus d'enfants que la société n'en peut nourrir? pourquoi n'avez-vous pas pratiqué la contrainte morale? » — « Notre nombre n'a point augmenté, pourraient-ils répondre, par suite des naissances et parce que nos femmes ont été trop fécondes; mais le paupérisme s'est développé, parce qu'on a abaissé le prix de toute espèce de travail pour produire à bon marché et pour faire aller le commerce, parce qu'on a remplacé des milliers d'entre nous par des métiers à vapeur, parce qu'on a réduit à la misère ceux qui étaient auparavant dans l'aisance. La production du blé n'a point diminué relativement, elle a même augmenté, et ce ne sont pas les provisions qui manquent; mais nous ne pouvons plus acheter de pain, parce que nous sommes sans ouvrage. » Les rousiers sont aujourd'hui misérables, non pas parce que leur nombre s'est accru, mais parce qu'on a fait des chemins de fer sans s'inquiéter le moins du monde du sort de tous ces braves gens; ils sont sans pain, non pas parce que les subsistances sont devenues plus rares, mais parce qu'ils ne trouvent plus à gagner leur vie. Cela tient à la répartition et non pas à la production des richesses.

Selon Malthus, le temps est venu pour les gouvernements de changer de politique, de réprimer la population au lieu de l'encourager; et le meilleur moyen, c'est de restreindre la charité, d'abandonner les misérables à leurs propres ressources, de les livrer à la nature, autrement dit, de les laisser mourir.

F. V.

(La suite prochainement.)

Qu'est devenue cette opulence si longtemps préconisée? Où sont ces progrès vers la postérité qu'on nous invitait à admirer? Depuis que les nations se sont enrichies, ne sont-elles plus en état de se nourrir elles-mêmes? En oubliant les hommes pour les choses, en multipliant sans relâche les richesses matérielles, n'a-t-on donc fait autre chose que créer des pauvres? En excitant chacun à chercher son propre avantage aux dépens de tous ceux avec lesquels il contractait, n'a-t-on obtenu, au lieu de l'équilibre de toutes les forces individuelles, que l'action combinée de chacun, pour lui-même, sans doute, mais au désavantage de tous?

SISMONDI.

PROPOSITION DE M. ALCAN

Tendant à modifier la loi sur les brevets d'invention.

Toute invention utile devrait avoir pour conséquence une juste rémunération à son auteur et l'amélioration du sort des plus nécessiteux. Or, c'est souvent le contraire qui a lieu dans l'état actuel des choses. L'inventeur sérieux est la plupart du temps méconnu, misérable; il meurt calomnié et malheureux après avoir doté son pays et l'humanité d'un progrès signalé. Les preuves de ce fait abondent. Sa découverte, dont le but évident est l'augmentation de la richesse générale, aggrave en général la position précaire des travailleurs salariés. Que de fois, en effet, l'introduction d'une machine nouvelle ou d'un nouveau procédé dans l'industrie n'ont-ils fait réduire immédiatement les salaires ou le nombre des ouvriers? Ceux-ci, qui n'ont d'autre ressource, d'autre propriété que leurs bras, sont alors privés de travail pendant plus ou moins de temps.

Souvent, aussi, des idées dont la réalisation pourrait devenir féconde restent stériles, parce que leurs auteurs sont arrêtés dans leurs recherches et leurs expériences par les moindres dépenses. La société, qui jusqu'ici n'a rien fait pour hâter le progrès résultant de cette source, ne paraît au moins aussi imprévoyante que le serait un propriétaire qui reculerait devant quelques frais pour tirer parti d'un riche gisement.

Enfin le Gouvernement, qui ne perçoit aujourd'hui qu'une somme insignifiante, et qu'on lui reproche cependant, par la taxe des brevets d'invention, pourrait, tout en obviant aux inconvénients que je viens de signaler, se créer un revenu sérieux que personne ne songerait à lui contester, parce qu'il aurait pour base des services signalés rendus aux inventeurs et à la société. Ce but si désirable me paraît pouvoir être atteint par une modification de la législation actuelle. C'est cette modification que j'ai tentée dans les dispositions suivantes.

PROPOSITION.

Article premier. La durée des brevets sera de 25 ans.

Art. 2. Chaque brevet donnera lieu à une taxe annuelle qui ira en progressant d'année en année de 25 fr. à 300 fr. L'annuité à payer pour la première année sera par conséquent de 25 fr.; celle de la seconde de 50 fr.; celle de la troisième de 75 fr., et ainsi de suite jusqu'à la douzième. A partir de celle-là jusqu'à l'expiration des 25 ans, elle restera fixée à la somme invariable de 300 fr. L'annuité sera perçue à son échéance dans la forme et par les agents désignés pour la perception des contributions.

Art. 3. Chaque breveté pourra, à sa volonté, charger l'Etat de faire percevoir la somme à payer par les tiers, pour se servir de l'invention; il devra, dans ce cas, déterminer dans sa demande le prix qu'il réclame.

Art. 4. Nul ne pourra dans ce cas se servir de l'invention brevetée sans en avoir préalablement fait la déclaration chez son percepteur, lequel sera chargé de poursuivre le recouvrement des sommes stipulées par le breveté pour prix de cette tolérance.

Art. 5. Quiconque se servira de l'invention avant d'avoir fait la déclaration ci-dessus, sera, par ce seul fait, passible des peines de la contrefaçon, sans pouvoir s'en affranchir par le paiement de la taxe de tolérance.

L'offre de payer la taxe ne profitera au contrevenant que pour la jouissance postérieure à l'infraction constatée.

Art. 6. Un quart des sommes allouées par les tribunaux aux brevetés pour réparation du préjudice causé par la contrefaçon sera versé au trésor.

pour accroître le fonds de réserve dont la formation et l'emploi seront ci-après indiqués.

Art. 7. Le produit des sommes provenant des taxes payées pour les tolérances sera divisé en deux parts. Deux tiers reviendront à l'inventeur et le tiers restant formera un fonds de réserve destiné à faciliter les essais qui seront jugés dignes d'être encouragés, et à secourir les ouvriers qui seraient directement et momentanément privés de travail par suite de l'introduction d'une machine nouvelle ou d'un nouveau procédé.

Art. 8. Toutes les questions relatives au rachat, à l'expropriation et à la validité des brevets ou à la contrefaçon seront jugées par une Commission composée de trente membres, à Paris, et de quinze dans les autres départements.

Nul ne pourra être admis à faire partie de ladite Commission, s'il n'est membre d'une des classes de l'Institut, du conseil de la société d'encouragement, licencié en sciences ou ingénieur diplômé sorti de l'Ecole centrale des arts et manufactures et ayant exercé depuis trois ans.

Tout individu remplissant les conditions ci-dessus devra, en outre, pour être jugé admissible, subir un examen sur toutes les matières du droit relatives à la propriété industrielle.

Art. 9. Les membres de ladite Commission recevront annuellement une indemnité par des jetons de présence dont le prix doit être fixé de façon à ne pas représenter, par an, plus de 4,000 fr. pour les membres de la Commission de Paris, et 3,000 fr. pour ceux des départements.

Art. 10. Cette Commission sera composée pour la première fois par le Ministre du commerce et de l'agriculture, qui devra en choisir les membres dans le sein de l'Institut, du conseil de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, des conseils de prud'hommes, de l'ordre des avocats, des chambres de commerce, et parmi les anciens industriels honorés d'une médaille d'or aux expositions centrales de l'industrie.

Art. 11. La Commission dont il vient d'être question sera en outre chargée de l'application et de la répartition du fonds de réserve.

Art. 12. Les poursuites en contrefaçon auront lieu d'office sur la simple déclaration du breveté, et à ses risques et périls.

La loi du 8 juillet 1840 est maintenue dans toutes les dispositions qui pourront se concilier avec la présente loi.

On nous prie d'insérer la note suivante :

« Une association fraternelle entre les ouvriers coupeurs et les ouvrières pour la confection des blouses, bourgerons et pantalons de fatigue (dits *cottes*), s'est constituée à Paris le 22 janvier 1849. Son comité provisoire siège rue Montdétour, 3, près la Halle. Cette association se compose principalement de femmes, la plupart mariées ou mineures.

» Son but principal est d'anéantir l'exploitation de l'ouvrière par l'ouvrier, qui, jusqu'alors, fut en pleine vigueur.

» Comme cette corporation ouvrière fut une de celles qui eut le plus à souffrir du marchandage multiple des entrepreneurs et sous-entrepreneurs de confection, il est temps d'y mettre un terme. C'est pourquoi le comité des associés coupeurs invite les ouvrières de la spécialité à venir prendre leurs inscriptions, qui seront délivrées tous les jours, depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi. Sous peu, il sera donné connaissance des statuts de ladite association, lesquels sont basés sur ceux de la société fraternelle des chemisiers.

VARIÉTÉS.

LOCOMOTION AÉRIENNE.

(Suite.—Voir les numéros des 11 et 18 février.)

Comme tout ce qui valait la peine d'être inventé, l'aérostation a été annoncée longtemps avant l'époque de sa réalisation. On pourrait remonter très haut. Je me contenterai de citer le projet publié en 1755 par un dominicain, le Père Joseph Galien. Sa brochure a pour titre : *L'art de naviguer dans les airs, amusement physique et géométrique, précédé d'un mémoire*

sur la nature et la formation de la grêle. L'auteur proposait de construire un ballon grand comme la cité d'Avignon. (Il professait la philosophie à l'université de cette ville.) Le vaisseau aérien eût été composé de « bonne et forte toile cirée ou goudronnée, couverte de peau et fortifiée, de distance en distance, de bonnes cordes, ou même de câbles. » Il eût été rempli d'un air raréfié, pesant, à égalité de volume, moitié moins que l'air ambiant. Cette colossale machine aurait « transporté une nombreuse armée avec tous ses attirails de guerre et ses provisions de bouche jusqu'au milieu de l'Afrique ou dans d'autres pays non moins inconnus. » Que ce rêve d'un homme de génie, présenté par son auteur lui-même comme un « amusement physique et géométrique » ait été regardé, suivant les expressions de Faujas, « comme un délire d'imagination, » cela se conçoit admirablement. On comprend que toute idée de navigation aérienne ait dû paraître chimérique à une époque où la science n'était pas en possession d'assez de découvertes pour asseoir sur l'expérience cette grande vérité éternellement entrevue par les poètes : *L'homme étant destiné à la monarchie naturelle, tout ce qui est utile à l'exercice de sa souveraineté existera nécessairement.* Mais tout cela est bien changé! Nous savons maintenant qu'en matière de découvertes, l'argument de la nécessité, qui est déduit d'un fait fixe, la nature humaine, doit toujours prévaloir sur celui de l'impossibilité, laquelle n'est jamais que relative à un fait mobile : l'état des connaissances à un moment donné. De sorte que l'air n'eût-il point encore été visité par l'homme, nous serions autorisés à dire qu'il fera un jour partie de son domaine, alors même que nous serions dans une ignorance absolue des moyens à l'aide desquels cette annexion sera opérée. Mais nous n'en sommes plus là, et l'expérience peut être maintenant citée à l'appui de la foi. Après la découverte des ballons, ce n'est plus légitimement que l'incrédulité s'arme des difficultés présentes de la locomotion aérienne pour en prouver l'impossibilité. Que l'homme ait pu s'élever dans l'air, voilà qui sera à jamais admirable. Comment imaginer que cette créature, si évidemment faite pour la marche, disputerait un jour à l'oiseau l'empire de l'atmosphère? Cette impossibilité résolue, si on nous dit : comment parviendra-t-on à se diriger? Assurément, on ne nous prend pas au dépourvu.

Je n'ai que l'embarras du choix entre une multitude de propositions très ingénieuses faites en vue de la solution de ce royal problème. Mais ce n'est pas le lieu de les passer toutes en revue; vous avez hâte d'arriver en Eden (je me plais du moins à le penser), et je suis impatient de vous y conduire. Il nous faut en finir avec ces préliminaires, quitte à creuser plus avant la question dans une autre circonstance. J'aurai rempli mon but actuel, si je vous démontre qu'il y a un moyen de vaincre la difficulté.

Les nombreux procédés de locomotion imaginés depuis Montgolfier se classent en deux systèmes.

Dans le premier, on s'élève à l'aide d'un appareil plus léger que l'air; c'est le cas des aérostats. La force embarquée, celle de l'homme ou des machines, peut être employée à faire mouvoir les agents de propulsion, ailes, rames, roues, etc.

Dans le second système, le navire aérien est plus lourd que l'air; la force embarquée ne sert plus seulement à donner l'impulsion et la direction, mais aussi à soutenir tout l'appareil. Ce système n'est encore qu'à l'état de projet. La machine de M. Henson, qui a fait quelque bruit (sur le papier), il y a quatre ou cinq ans, appartient à cette catégorie.

Ce système semble, à première vue, beaucoup moins favorable que l'autre. On serait même tenté de croire ce moyen de locomotion absolument impossible; mais il n'est pas sûr qu'ici le premier mouvement soit le bon; et l'impossibilité n'est certainement qu'apparente. Les

oiseaux et les poissons sont tous plus lourds que le milieu dans lequel ils se meuvent. Il y a même des oiseaux qui pèsent une livre pour un pied carré de surface. La locomotive dont nous parlons serait comparable à un poisson ou à un oiseau. Tout bien considéré, la question se réduit à trouver une force très considérable sous un faible poids; et il s'en faut de beaucoup que ce soit là une condition irréalisable. La chimie est en possession d'une multitude de substances qui ne pèchent que par excès d'énergie. Un petit nombre de faits suffirait pour vous donner une idée de sa richesse en ce genre.

Les chlorates, réduits en poudre, détonnent par le simple choc du marteau. Mêlés avec des fragments de soufre ou de phosphore, ils donnent lieu, par le choc, à une détonnation extrêmement violente.

Le chlorure d'azote est un liquide si peu stable, qu'il se décompose déjà à la température de 30 degrés. Les deux éléments de ce corps étant des fluides élastiques très condensés (chlore et azote), leur séparation est accompagnée d'une explosion terrible. Des quantités minimes de phosphore, d'huile grasse, d'oxide de plomb, de sucen, mis en contact avec le chlorure d'azote, produisent le même résultat; l'azote et le chlore reprennent alors leur état élastique. Une goutte de chlorure d'azote, versée sur un morceau de papier et exposée à la lumière, détonne comme un violent coup de fusil.

Les bromates, mêlés avec du soufre et du phosphore, détonnent violemment sans le choc du marteau.

L'iodure d'azote est une poudre noire qui, desséchée, devient presque intangible. Le choc le plus léger suffit pour le faire détonner violemment.

Si redoutables que soient ces substances, il y aurait sottise à dire qu'on n'apprendra jamais à les maîtriser. La technologie a aussi ses Carter et ses Van-Amburg qui sauront bien contraindre les substances féroces de la chimie à venir leur lécher les pieds. Déjà, pour citer un fait, on prévient les dangers qu'offre l'iodure d'azote en le mélangeant avec des parcelles d'un corps étranger (sable, farine, sciure de bois, etc.). D'autres substances non moins terribles, le fulminate d'argent, celui de mercure, etc., sont ainsi rendus maniables. Elles se laisseront toutes museler, gardez-vous d'en douter!

Au reste, la chimie n'a pas que cela à vous offrir. Elle tient encore à notre disposition; la vapeur des éthers, celle de l'éther sulfurique, par exemple, la poudre de canon, le mélange détonnant d'hydrogène et d'oxygène, l'acide carbonique, solide ou liquide et volatilisé par la chaleur, et cent autres substances dont l'énumération serait beaucoup trop longue.

Y trouvez-vous encore trop de danger? Il y a l'air comprimé ou dilaté, ou tous deux à la fois; il y a l'électro-magnétisme. Mais que n'y a-t-il pas?

Cependant, une force motrice ne suffit pas; il faut une machine qui la développe, la recueille, la transmette. Je ne m'arrête point à ceci. Personne n'y verra de difficulté insoluble; tout le monde sait qu'on ne porterait pas deux fois aux ingénieurs le défi de la résoudre: à condition, toutefois, qu'on leur en donnât les moyens; *id est*, le nerf des découvertes, c'est-à-dire l'argent. *That is the question*. Voilà la question, et il n'y en a pas eu, il n'y en a pas, et il n'y en aura jamais d'autre.

Resterait enfin à imaginer les agents de propulsion, ailes, rames ou roues..., tout ce qu'on voudra! On les imaginait. L'imitation du système locomoteur des oiseaux eux-mêmes n'a rien qui dépasse les limites du génie inventif de nos technologues. Tout ce qu'on peut dire sur ce point, c'est que le mouvement circulaire est le seul qui ait été bien étudié, pour cette excellente raison que c'est le plus simple. Cependant, vous savez, sans doute, qu'on a déjà proposé de remplacer les roues par des jambes dans la locomotion terrestre (cela se fait en Eden), et

par des palmes dans la navigation (voir également le *Voyage en Eden*). Enfin, on m'invite, en ce moment même, à visiter une locomotive aérienne dans laquelle le mouvement des ailes de l'oiseau est imité avec une remarquable précision; le tout certifié par un connaisseur.

On peut se faire, par comparaison, une idée exacte de ce que serait une locomotive conçue dans le système qui nous occupe, c'est-à-dire qui se soutiendrait en l'air, non pas en vertu de sa légèreté, comme le ballon, mais par l'emploi de la force dont elle serait pourvue. Cette locomotive serait dans le cas d'un navire, plus lourd que l'eau, mais pourvu de machines assez puissantes pour pouvoir être soulevé du lit de la mer ou du fleuve et porté à une certaine hauteur dans la nappe liquide ou même à la surface, ce qui ne dépasse pas assurément les moyens de la mécanique.

Si désavantageux que ce système puisse sembler, il n'est pas sûr qu'il ne soit préférable à celui des ballons. C'est encore une question de savoir s'il n'y aurait pas économie de force à se mettre dans des conditions semblables à celles de l'oiseau et du poisson. J'aurais voulu examiner aujourd'hui cette question, mais l'espace manque, et il nous faut remettre à huitaine la conclusion de cette étude, qui, sans doute, vous a semblé bien longue; mais à qui le dites-vous?

VICTOR MEUNIER.

(La fin au prochain numéro.)

LES PETITS THÉÂTRES.

On se plaint avec raison de l'ignorance du peuple et des maux dont elle est la cause. Seulement on oublie que cette ignorance n'est pas l'unique résultat de sa volonté, et qu'au lieu d'élever son âme ou de la passionner pour de nobles et grandes idées, on la laisse s'égarer et se flétrir.

Les théâtres où le peuple va se délasser de ses rudes travaux, nous en fournissent une preuve.

Chaque soir, des milliers de travailleurs s'emprisonnent dans des salles étroites, mal éclairées, et entendent débiter une foule d'absurdités, d'obscénités même, qui ne peuvent que contribuer à sa démoralisation. C'est pitoyable de fausser ainsi l'esprit des ouvriers; et il est désolant de voir les auteurs travaillant pour les *petits théâtres* écarter de leurs œuvres ce qui pourrait être bon et utile. Ne devraient-ils pas au contraire, savoir gré à leurs auditeurs de ce qu'au lieu de dépenser leur argent au cabaret ou à l'estaminet, ils l'emploient d'une façon plus honorable.

Les écrivains devraient se faire un devoir de ne pas user ainsi des facultés intellectuelles qui, différemment employées, rendraient d'immenses services. Il est certain que s'ils savaient tout le mal qu'ils font avec les écarts de leur imagination, leurs plumes se refuseraient à les reproduire.

Les pièces jouées sur les théâtres du boulevard sont de deux genres bien distincts. Ce sont d'abord des drames soi-disant *historiques*, où la vérité est constamment tronquée et qui ont le suicide et l'assassinat pour dénouement ordinaire. La variété de ce genre est ce qu'on appelle le drame *intime*: un crime affreux a-t-il été commis, un scandale s'est-il révélé dans quelque famille, un roman fonceiement immoral a-t-il obtenu un grand succès, vite les auteurs se mettent à la besogne et *charpentent* un drame en cinq actes et bon nombre de tableaux. Ce que la morale publique perd à ces représentations ne sera-t-il pas largement compensé par l'argent qu'elles rapporteront?

Le second genre est le *vaudeville* qui, sur les théâtres de dernier ordre, tient souvent la place du drame. Pour ces sortes de pièces les auteurs n'ont qu'un but: faire rire leur auditoire. Quand

ils sont à bout d'expédients, ils choisissent les ridicules de la classe ouvrière et lui attribuent un langage burlesque imité des scènes de police correctionnelle. A ce dialogue qui peut être celui des criminels, mais qui n'est pas à coup sûr celui des travailleurs, il faut ajouter les intentions, les gestes cyniques de ceux qui le débitent. Cependant il y a là des mères avec leurs filles, il y a là de jeunes enfants qui garderont éternellement peut-être ces impressions maudites. Quelle conclusion doivent-ils tirer de ces histoires sanglantes ou de ces immoralités? nous le demandons. N'y a-t-il donc que des crimes ou des vices dans l'humanité? Les actions généreuses, le dévouement n'y ont-ils pas aussi leur place?

Pourquoi alors ne présenter au peuple que des tableaux qui sont à son esprit ce que l'alcool est à son corps?

La mission des auteurs dramatiques serait si belle, si glorieuse, s'ils voulaient la comprendre. Il doit pourtant y avoir un ineffable bonheur à enseigner, à consoler ceux qui souffrent, à leur donner l'espoir d'un meilleur avenir.

Le théâtre surtout peut moraliser le peuple; il est là plus impressionnable que partout ailleurs. Est-ce à dire que nous voudrions qu'on jouât des pièces mortellement ennuyeuses? Non; mais nous croyons qu'on peut intéresser et éclairer les masses en leur démontrant que notre société n'est pas exclusivement composée de dupes ou de fripons. Nous sommes persuadés qu'il est aussi facile d'obtenir des succès au théâtre en honorant la vertu qu'en spéculant sur le vice. D'honorables exceptions l'ont prouvé. Si nous attaquons la généralité des auteurs travaillant pour les théâtres du boulevard, nous n'ignorons pas qu'il est quelques hommes comprenant leurs devoirs envers le peuple et auxquels les applaudissements n'ont jamais manqué.

Plus les théâtres sont infimes, plus ceux qui les fréquentent sont pauvres, et plus on devrait être sévère sur le choix des sujets et le langage qu'on fait tenir aux acteurs. Le théâtre est, dit-on, la reproduction de nos mœurs, de notre caractère; eh bien! il y a assez longtemps qu'on nous montre ce que l'homme renferme d'impur et de vicieux; qu'on nous fasse voir maintenant ce qu'il y a de bon en lui. Cette seconde face de la vie vaut bien la peine qu'on se donnerait pour la rendre dramatique. L'avantage immense qu'on en retirerait serait de ne pas désoler ceux qui ont besoin d'espérance, et de ne pas les laisser croire que ce monde n'est qu'un enfer où le génie du mal a la puissance suprême.

Que les littérateurs travaillent sérieusement pour les classes ouvrières et ils s'apercevront bientôt qu'il y a de la gloire à recueillir en se dévouant à cette noble tâche.

PIERRE VINÇARD.

FEUILLETON.

DES ARMES ET DES ENGINS DE CHASSE, DEPUIS LA
MASSUE JUSQU'AU FUSIL-MENTON.

La guerre, c'est la chasse à l'homme, comme la chasse proprement dite est la chasse à la bête. Guerre et chasse se pratiquent par les mêmes procédés; l'histoire de leurs armes est la même. Seulement il faut rendre cette justice à l'homme, à l'homme surtout des temps actuels, qu'il a apporté dans la recherche des moyens de détruire son semblable, une énergie de persévérance et d'efforts qu'il n'a pas dépensés à coup sûr pour l'extermination du boa ni du tigre. Je crois savoir, rien que dans ma langue maternelle, trois cents noms de machines de guerre qui ne se trouvent pas dans le vocabulaire de la chasse. Par exemple, l'homme a précieusement gardé pour lui seul le boulet de 48, les fusées à la congrove, le pétard, le mortier Paixhans et l'obus infectant, qui paraît être le dernier mot de la science.

Le peuple anglais, peuple puritain et philanthrope par excellence, qui force à coups de canon les portes des Etats qui ne veulent pas s'ouvrir de bonne grâce à son commerce de poisons; le peuple anglais est celui qui s'est le plus illustré par le nombre et par l'importance de ses découvertes homicides, ainsi que par son habileté dans la manière de s'en servir. Les plus habiles archers du monde, quand on se bat à l'arbalète, sont les archers anglais; les premiers fusiliers du monde, dit le général Foy, sont ceux de l'infanterie de ligne anglaise. La gratitude nationale de l'anglais réserve une place d'honneur dans les caveaux de Westminster aux plus grands tueurs d'hommes, et l'illustre abbaye vous montre avec orgueil, parmi ses sépultures royales, les restes de Nelson, le meilleur des rôles de cet acteur britannique qui s'appelle Satan. La plus riche collection d'instruments de tuerie humaine que je sache, est celle de la tour de Londres. On parlait dans ces derniers temps d'un mécanicien de ce pays qui avait inventé un moyen de faire sauter, d'un seul coup, un port comme Toulon, une capitale comme Paris, et qui demandait beaucoup d'or à son gouvernement pour lui livrer, son secret, s'offrant à faire l'expérience sur la première cité qu'on lui désignerait. On dit que le gouvernement anglais, n'ayant pas jugé à propos de mettre à profit sur l'heure même tant de bonne volonté, l'inventeur furieux aurait quitté le sol de son ingrate patrie, pour se retirer chez les Volques de l'Amérique du Nord, où il aurait fini par placer son procédé. Ceux qui vivront assez pour voir la première guerre universelle, sont destinés à assister à de curieux spectacles.

La première arme dont fit usage l'homme, réduit à vivre de carnage au sortir de l'Eden, fut la massue, le tomahawk, le casse-tête, une arme offensive et défensive à la fois et plus maniable que le rocher. Le premier individu qui périt de mort violente, Abel, tomba sous un coup de massue. L'homme primitif, le satyre, l'homme des bois, l'orang-outang, le sauvage qui accompagne le bœuf gras, sont toujours représentés ornés d'un gourdin redoutable. Hercule, Thésée, Pirithoüs et tous ces braves compagnons de la mythologie grecque que Méry s'obstine à considérer comme les principaux actionnaires d'une immense société en commandite pour l'exploitation des peaux de lapins, Hercule, Thésée et les autres, n'emploient guère que la massue dans l'exercice de leurs fonctions de héros. Je dois déclarer ici, avant de passer outre, que, malgré mon respect habituel pour l'opinion du savant bibliothécaire de Marseille, je ne saurais me faire à l'idée du noble fils d'Alcmène, déguisé en Auvergnat et pénétrant dans les demeures, pour y marchander la dépouille d'un lièvre ou d'un matou.

La mâchoire d'âne avec laquelle Samson, l'hercule juif, broya tant de crânes philistins, rentre évidemment dans la catégorie des casse-têtes..... Casse-tête de fantaisie.

L'épieu de bois durci et aiguisé au feu est également contemporain de cette arme. Le poète Lucrétius a écrit :

*Arma antiqua manus, unguis dentes que fuerunt,
Et lapides et item sylvarum fragmina ramis.*

(Les mains, les ongles, les dents, les pierres et les rameaux de bois vert furent les premières armes.)

Après la massue vient la hache, massue qui tranche, un casse-tête à deux fins, un coin de silex émoulu et tranchant, incrusté dans la tige fendue d'un arbrisseau et scellé par la sève. Ce spécimen primitif de la hache d'armes, se retrouve avant l'invention du fer dans les deux continents.

A cette époque naîsse remonte encore l'invention des fosses, des chausse-trappes, des embûches couvertes de feuillage, que le sauvage dispose sur le passage présumé de son ennemi, homme ou bête. Les bêtes de ce temps-là, comme on peut bien le croire, n'avaient ni la rouerie, ni les vieilles traditions, ni les fortes études de celles d'aujourd'hui. Aussi, l'art n'est-il pas encore nécessaire pour la fabrication des engins et des pièges.

Malheureusement, la massue et la hache sont des armes désavantageuses, comme exigeant le combat corps à corps, une partie dans laquelle la vie de l'agresseur sert trop souvent d'enjeu. Or, l'homme qui fut toujours poltron de sa nature, c'est-à-dire qui tint toujours énormément à la conservation de son individu, en créature intelligente qu'il est, l'homme était incessamment stimulé par la peur à inventer l'arme de jet, l'arme de trait, un procédé qui lui permit de combattre de loin et sans se découvrir. Il avait bien commencé par évider et allonger son épieu et par le

transformer en une pique de douze pieds de long; mais la pique n'est encore sur l'épieu qu'un bien faible progrès; et, comme arme offensive, elle n'a guère de valeur qu'aux mains du cavalier; elle n'affranchit pas le piéton du combat corps à corps, la nécessité fâcheuse qu'il s'agit surtout d'éviter. On peut s'attaquer d'un peu plus loin, mais c'est tout. Alors, un chasseur dont l'histoire n'a pas conservé le nom, eut le bon esprit de diviser cette pique en trois fragments, et il obtint ainsi le javelot, le trait (*telum*, τὲλὴ, chose qui se jette de loin.)

Le javelot, le trait, se lance de la main, de loin et à la sourdine; mais le trait n'est mortel que pour l'homme et pour l'animal peu vêtu; il s'arrête sur la cuirasse du pachyderme. L'histoire du javelot qui alla se perfectionnant sans cesse, n'en est pas moins écrite en traits de sang dans l'histoire de l'humanité. Les guerriers de l'antiquité, ceux d'Homère, ceux du cygne de Mantoue (Virgile), et ceux du cygne de Cambrai (Fénélon), en font des consommations prodigieuses. Comme les héros de l'Iliade, les guerriers de l'Edda Scandinave, chantent le javelot rapide, *altéré de sang humain*. L'amour de l'art a bientôt conduit l'homme à garnir la pointe de son arme d'une arête de poisson, d'une dague de chevreuil, d'une épine d'accacia. C'est avec un javelot que le beau chasseur Céphale, trop aimé de l'Aurore, perça le cœur de son épouse Procris, qui s'était cachée dans un buisson pour lui faire une risette, imprudence à jamais déplorable, mais qui prouve que le meurtre de la femme par le mari, et vice versa, ne date pas d'hier, comme se plaisent à l'affirmer les détracteurs acharnés de l'aristocratie de sang. Heureusement pour la réputation du meurtrier de Procris, que le trait était enchanté comme les trois balles de *Robin-des-Bois* et lui avait été remis dans des intentions perfides, par la déesse aux doigts de rose; ce qui est cause que le jury de l'histoire a admis en faveur de l'époux maladroit, des circonstances atténuantes. Nul doute que le javelot n'ait servi à la perpétration d'une multitude d'homicides, mais je nie qu'il se soit beaucoup rougi du sang des bêtes. L'homme n'est pas de défense, comme la bête, tant s'en faut.

Les récits d'Adulphé Delgorgue m'obligent de mentionner ici une exception spéciale en faveur de l'assagaye, l'*omcondo* des Cafres, javelot de quatre pieds de long, et armé d'un fer d'un pied, tranchant des deux côtés. L'assagaye avec laquelle le Cafre atteint ses ennemis à la distance de cent pas, entre parfaitement dans le cuir tendu de l'hippopotame et du rhinocéros, et coupe le jarret de l'éléphant.

Inutile de mentionner comme arme de chasse la javeline, arme de jet, contemporaine du javelot et de la pique, et qui est l'ambiguë entre ces deux engins de destruction.

J'omets encore, et avec préméditation, de classer parmi les engins de chasse, le rocher et les montagnes, engins de guerre tout à fait exceptionnels et à l'usage exclusif des Titans et des Cyclopes, qui s'en servaient quelquefois pour écraser leurs rivaux et pour escalader le ciel. De pareilles exceptions sortent évidemment de mon sujet.

Du quartier de roche au caillou, la transition est naturelle. L'invention de la fronde date des premiers temps de la sauvagerie. Un grand nombre de nations barbares l'adoptèrent; on voit figurer une légion de frondeurs dans la grande armée des Perses qui périt à Arbèles. Les Espagnols du quatorzième siècle conservent encore dans leurs troupes des légions de frondeurs, dont, par parenthèse, les terribles compagnies franches de Duguesclin et du Capitaine de Buch, semblent faire peur de cas. Tout le monde a entendu parler de ces habiles frondeurs des îles Baléares, qui avaient la singulière habitude de se faire servir leur déjeuner sur les plus hautes branches des chênes, pour avoir l'agrément de l'en descendre à coups de pierre. Je n'ai pas souvenir positive d'avoir longuement bataillé avec ces redoutables adversaires dans le cours de mes existences antérieures; mais il me semble que je n'ai pas dû beaucoup plus trembler sous la grêle de leurs innocents projectiles que les Anglais de Sir Henry Pottinger, à la vue des tigres empaillés et des autres appareils terrifiants des Chinois. La fronde que j'ai particulièrement pratiquée dans mon adolescence, n'a jamais été, j'en suis sûr, qu'une pauvre arme de chasse, l'onde contre des oiseaux tout au plus. Elle a pu servir encore d'instrument à la colère du Dieu des Juifs, quand il lui a pris fantaisie d'opérer des miracles et de faire tomber un géant sous la main d'un enfant. Mais à supposer que les choses se soient passées à l'égard de feu Goliath, comme le rapporte l'Histoire Sainte, on m'avouera que le

miracle est un procédé trop commode pour simplifier les choses et pour faire beaucoup avec rien; et je dis que, non-seulement le miracle ne peut pas être employé comme argument en faveur d'une arme quelconque, mais bien plus, que l'intervention de la colère divine, dans l'espèce, dépose formellement contre la fronde au lieu de témoigner pour. Il est bien certain, en effet, que si le jeune père hébreu eût eu entre les mains, au lieu de sa méchante ficelle double, une brave carabine Delvigne, personne n'eût songé à voir le doigt de Dieu dans la mort du géant philistin, laquelle fût rentrée alors dans la catégorie des accidents vulgaires; une foule d'expériences pratiquées depuis sur de bons gendarmes de Paris et d'ailleurs par de simples gamins, ayant démontré, d'une façon péremptoire, que le front des géants n'est aucunement à l'épreuve de la balle. J'ai peu de confiance en général dans les armes qui ont besoin d'être enchantées pour faire un peu de mal, comme le javelot de Céphale et la fronde de David. Cette nécessité de recourir à l'intervention d'en-haut pour expliquer un coup superbe, n'est une quasi preuve de l'impossibilité de ce coup. J'en conclus que le javelot et la fronde, pour avoir tenu tant bien que mal leur place dans ces grossières boucheries qui s'appellent les batailles, n'ont que faiblement aidé l'homme dans sa lutte contre les bêtes. La chasse est à la guerre ce que l'art est au métier.

Une vérité incontestable, c'est que ce désir immodéré de se battre de très loin qui persécuta toujours l'homme, lui fit inventer l'arc et la flèche, à la même époque à peu près que le trait et la fronde, c'est-à-dire des temps les moins historiques. La voix de l'humanité est une sur ce point. Deux siècles ne s'étaient pas encore écoulés depuis la fermeture du Paradis terrestre, que l'usage de l'arc s'était déjà généralisé parmi les habitants de la terre. Je citerai d'abord, à l'appui de l'authenticité de cette date, le témoignage de deux jeunes somnambules qui remontent, avec la plus grande facilité, le cours de leurs existences antérieures, et parlent de la première époque de ce monde comme si elles y étaient. Toutes deux sont d'accord pour reconnaître que l'arc a presque toujours existé. Ce qui prouverait cette antiquité, du reste, c'est que l'arc se retrouve chez les peuples les plus neufs et les plus primitifs des jeunes continents (Amérique, Australie). Les antropophages à demi-brutes de la Nouvelle-Galle du sud, qui forment la transition entre l'orang-outang et la race caucasienne et qui sont nés bien longtemps après nous d'un accouplement laborieux de la terre, sont les seuls sauvages qui n'aient pas connu l'arc. Les habitants des îles Mariannes, qui n'avaient pas le feu, à ce qu'on dit, avaient l'arc. Apollon, qui se distinguait si glorieusement dans le dernier cataclysme de la Planète, se servit de l'arc et de la flèche pour tuer le serpent Python, preuve que cette invention était de beaucoup antérieure au déluge. Le secret d'empoisonner les flèches doit remonter également à une antiquité respectable, puisqu'il paraît prouvé que le redoutable fils d'Alcmène faisait usage de ce procédé tant soit peu déloyal. Lire, pour se convaincre de l'authenticité du fait, le récit des malheurs de l'infortuné Philoctète, héritier des armes d'Hercule, lequel, rien qu'en se laissant tomber sur l'orteil une des flèches du héros, s'y fit une blessure dont l'odeur fétide infecta bientôt l'armée des Grecs, à ce point, que ceux-ci se virent contraints de l'abandonner, comme un chien malade, sur les rochers de l'île de Lemnos, où il ne lui resta plus, pour se consoler de ses malheurs, que sa seule vertu. Mais pourquoi chercher dans l'histoire une si grande nombre d'exemples pour constater l'antiquité de l'institution de l'arc, quand deux simples considérations suffisent pour cela et de reste.

Il est prouvé, par l'histoire de tous les lieux et de tous les peuples, que la chasse a été la première des industries humaines.

Or, la déesse de la chasse, la déesse vestale, a toujours porté l'arc. Et l'amour, qui est encore plus vieux que la chasse, puisqu'il est né avec la première femme, fut toujours orné d'un carquois.

A. TOUSSENET.

(La suite à un prochain numéro.)

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie Poussielgue, rue du Croissant, 12.